

1958), porte-parole de la mentalité stalinienne, le fait que les Yougoslaves « se réservent le droit de critiquer indifféremment, selon les circonstances, certains aspects de la politique suivie par les pays socialistes ou par les pays capitalistes. » (Souligné par nous).

Ce droit de libre critique, y compris envers les pays « socialistes », devrait être assuré à tout parti authentiquement marxiste révolutionnaire, même dans le cas où les pays dits « socialistes » seraient gouvernés non pas par une caste bureaucratique mais par de véritables gouvernements ouvriers. La véritable critique à faire aux Yougoslaves dans ce domaine ne concerne pas le droit du parti de critiquer les gouvernements, y compris son propre gou-

Marx déjà, qu'objectivement le capitalisme prépare le socialisme. Mais la transition de l'un à l'autre ne se fait pas graduellement mais dialectiquement, par un saut qui s'appelle Révolution.

Economiquement, y compris par le rôle interventionniste de l'Etat dans l'économie, le capitalisme prépare en quelque sorte le socialisme. Mais politiquement l'Etat est de plus en plus entre les mains des monopoleurs. L'Etat, en tant que machine politique d'oppression de classe, ne se démocratise pas de plus en plus, comme feignent de le déclarer les dirigeants yougoslaves, mais au contraire se monopolise de plus en plus en tant qu'instrument de politique et de contrôle, précisément des monopoleurs sur la société. On n'a qu'à regarder à ce propos

taculaire des ambassadeurs lors du discours de Rankovitch — exercées par le Kremlin pour amener la Yougoslavie à s'aligner sur les positions de celui-ci ont en même temps péché en exaltant le principe nationaliste comme stimulant du véritable progrès historique.

L'exacerbation nationaliste à laquelle nous assistons depuis la deuxième guerre mondiale, aussi bien dans le cas des pays coloniaux que des Etats ouvriers, a incontestablement un aspect progressif en tant qu'expression de révolte et d'autodéfense contre l'impérialisme et contre la politique oppressive du Kremlin. Mais elle ne doit constituer qu'un moment dans une évolution vers le rétablissement du véritable internationalisme prolétarien et socialiste, au sein d'une association internationale volontaire, égalitaire, démocratique centraliste, de tous les Partis Communistes.

Car la victoire mondiale sur le capitalisme ainsi que l'édification, l'accomplissement, le parachèvement du socialisme et du communisme, sont inconcevables dans les limites de chaque pays pris séparément et sans vraie co-opération et sans vraie base internationale, sinon mondiale. Les Yougoslaves sont toujours loin de cette conception. D'où également la vulnérabilité de leurs conceptions concernant le « dépérissement de l'Etat ».

D'excellentes choses ont été dites à ce propos aussi bien dans leur programme que dans les discours au Congrès. Toutes les critiques qui ont été adressées à Staline et aux staliniens d'avoir abandonné la théorie et la pratique du « dépérissement de l'Etat » au profit d'une hypertrophie bureaucratique et politicière de l'Etat sont naturellement absolument justifiées. Mais de là à conclure que chez les Yougoslaves l'Etat « dépérit » réellement et progressivement, grâce à la « démocratie directe » exercée par les « Conseils ouvriers » et les « Communes », c'est pour le moins exagéré et utopique.

L'Etat ne peut réellement dépérir que sur une base matérielle d'abondance et dans le cadre d'un épanouissement de la démocratie politique prolétarienne. Ce qui suppose une base internationale pour la construction du socialisme et un régime caractérisé par des soviets démocratiques, des syndicats indépendants par rapport à l'Etat, un parti marxiste révolutionnaire reconnaissant le droit aux tendances et le droit à la pluralité de partis soviétiques.

La Yougoslavie titiste, au régime de « parti unique monolithique », est toujours très loin de ces préconditions du socialisme. La politique de sa direction, telle qu'elle se dégage du 7^e Congrès, est l'expression d'un centrisme particulier, explicable par les antécédents historiques de la formation du P.C. yougoslave, la structure économique et sociale du pays et le climat international actuel.

L'exemple d'indépendance que ce centrisme démontre par rapport au Kremlin ne peut qu'attiser tous les ferments de la crise internationale du stalinisme. C'est là son aspect progressif. Mais il ne peut satisfaire les aspirations ni des éléments prolétariens évolués de la Yougoslavie, ni de ceux du prolétariat international. Les premiers visent à un vrai épanouissement de la démocratie politique, prolétarienne et socialiste, seule capable de limiter les méfaits de sclérose bureaucratique du pays que la lettre du C.C. du P.C. yougoslave datée du 17 février 1958 a dénoncés, et réveiller la vie politique et l'enthousiasme ternis des communistes yougoslaves. Les seconds attendent un programme d'action révolutionnaire efficace pour venir rapidement à bout du capitalisme et de l'impérialisme.

Ces messages font toujours cruellement défaut dans la théorie et la pratique yougoslaves.

YUGOSLAVE ET LE KREMLIN

par Jean-Paul MARTIN

vernement. Elle devrait concerner la position théorique des Yougoslaves relative à la nature sociale du capitalisme et de l'impérialisme par rapport à celle des Etats ouvriers.

Le « capitalisme d'Etat ».

Il est vrai que les Yougoslaves estompent la différence de nature de classe entre les Etats capitalistes et les Etats dits ouvriers, car ils sont encore prisonniers de leurs positions opportunistes et confusionnistes du passé, des années 1950, quand ils étaient amenés à embellir en quelque sorte le capitalisme, et même l'impérialisme américain, et à entacher davantage de noir le tableau de l'U.R.S.S. dominée par Staline.

C'est à cette époque qu'ils ont mis en avant, pour justifier la politique de rapprochement de l'Etat yougoslave avec l'impérialisme, les théories d'un « capitalisme d'Etat » aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Ce « capitalisme d'Etat » à l'Ouest faisait évoluer objectivement et insensiblement le capitalisme vers le socialisme. Le même « capitalisme d'Etat », à l'Est — en U.R.S.S. en particulier — faisait assimiler cette dernière à un Etat ayant une politique impérialiste en l'occurrence plus « agressive » que celle de l'Ouest.

Les Yougoslaves, dans leur programme actuel, reprennent la théorie de l'évolution graduelle du capitalisme en « capitalisme d'Etat », antichambre du socialisme.

Théoriquement, c'est cette conception qui est la plus vulnérable de tout leur programme, qui est effectivement la plus révisionniste, et dont les implications se font naturellement sentir dans tous les domaines. Voyons-la de plus près :

« Le système capitaliste, affirme le programme, dans sa forme classique devient de plus en plus une forme du passé ». Le rôle de l'intervention étatique change qualitativement le régime. « Dans certains domaines d'activité, les cercles monopoleurs dirigeants perdent constamment leur rôle antérieur de complète indépendance, tandis que certaines fonctions des monopoles sont constamment transférées à l'Etat ». Objectivement la société capitaliste contemporaine s'approche du socialisme et « par conséquent à de nouvelles victoires politiques du prolétariat ».

De cette dernière affirmation, la véracité de la première partie ne conduit pas du tout nécessairement à celle de la seconde partie également. C'est une vérité marxiste élémentaire, affirmée depuis

l'exemple des Etats-Unis, le pays capitaliste le plus avancé où le contrôle de l'Etat par les monopoleurs est allé le plus loin.

La thèse des dirigeants yougoslaves ne vaut pas mieux que les théories des sociaux-démocrates à la Strachey, et va même plus loin que le néo-réformisme de Khrouchtchev et Cie en ce domaine.

Toutes les élucubrations sur le passage « pacifique », « évolutionniste », par les voies « nouvelles » du parlementarisme — du capitalisme au socialisme — trouvent chez les Yougoslaves un fondement soi-disant théorique. Et le seul étonnement que nous éprouvons, c'est de voir les néo-staliniens « orthodoxes » s'insurger contre les Yougoslaves, qui ne fournissent en réalité que la justification « théorique » de la pratique propre aux « khrouchtcheviens ».

Cette conception des Yougoslaves les rend naturellement absolument inaptes à apporter au prolétariat des pays capitalistes métropolitains et aux masses coloniales un message progressif, révolutionnaire. Si le socialisme se développe « objectivement » dans les profondeurs du système capitaliste, et si l'Etat se libère davantage du contrôle des monopoleurs, la voie « pacifiste » vers le socialisme, à travers la collaboration des classes, est naturellement grandement ouverte.

Il est peu nécessaire d'insister auprès des ouvriers avancés des pays capitalistes et des masses coloniales sur l'absurdité criminelle d'une telle affirmation, démentie par l'expérience de tous les jours dans ces pays.

L'internationalisme prolétarien.

Une autre position des Yougoslaves, affirmée aussi bien dans leur programme que dans les discours ne désarme pas moins les efforts pour la reconstruction d'un véritable mouvement communiste international, démocratique et révolutionnaire.

On comprend bien les raisons qui poussent les Yougoslaves à rejeter comme négatives et même désastreuses les expériences « centralistes » du Kominintern et du Kominform staliniens, et du Kremlin en général. Mais de là à passer à l'idéalisation des rapports exclusivement « bilatéraux » entre Partis communistes et ériger en principe l'autonomie nationale, c'est également régresser du marxisme révolutionnaire à quelque chose qu'on ne peut appeler autrement que « communisme national ».

Tous les principaux orateurs du 7^e Congrès, Tito, Rankovitch, Kardelj, qui ont eu raison de faire le procès des méthodes de pression bureaucratique — y compris le boycottage du Congrès et la sortie spec-